Les femmes sont-elles les victimes passives des conflits armés ? De nombreux rapports internationaux ont fait état de sévices, de crimes et de violences à leur encontre. Souvent mises à l'écart des processus de paix, elles restent aujourd'hui absentes des négociations de sortie de crise.

Beaucoup d'experts militent pour qu'elles soient mieux intégrées aux mécanismes de règlement des conflits.

Leïla Zerrougui, Représentante spéciale de l'ONU en charge des Enfants dans les conflits armés

« Il faut des bords au niveau national en ce qui concerne les conflits, il faut que les femmes soient présentes dans les négociations, qu'elles soient impliquées. Elles ne peuvent pas travailler seulement en amont dans la société civile pendant que les hommes discutent seuls du pouvoir. Elles ne sont pas là parce que ce ne sont pas elles qui se battent. Mais on ne fait pas la paix sans les victimes et sans la voix des femmes, car elles représentent souvent plus de 50% de la population ».

LakdharBrahimi, Djibril Bassolé, Alassane Ouattara ou encore Jacob Zuma…Leur point commun : celui d'être un homme. Ils sont les médiateurs et observateurs des organisations

régionales et internationales dans les zones de crise.

Pourtant, les Nations Unies, l'Union africaine ou la CEDEAO, prônent dans leurs principes et déclarations, la participation des femmes au règlement des conflits.

Dès l'an 2000, l'ONU a posé un acte politique fort : la résolution 1325 du Conseil de sécurité recommande la présence de femmes dans les mécanismes de prévention et de gestion des crises.

13 ans plus tard, sa mise en œuvre est encore timide. Un pas vient tout juste d'être franchi : en mars, le secrétaire générale des Nations Unies a nommé l'Irlandaise Mary Robinson, envoyée spéciale pour la Région des Grands Lacs.

Leïla Zerrougui, Représentante spéciale de l'ONU en charge des Enfants dans les conflits armés

« Je pense que Mme Robinson a un leadership, particulièrement sur les violations des droits de l'Homme. Elle a une crédibilité et j'espère qu'elle pourra faire entendre la voix des femmes dans les médiations futures ».

La nomination d'une médiatrice pour la région des Grands lacs trouve tout son sens lorsque l'on sait que dans l'est de la RDC , les femmes sont les principales victimes. Le viol et les mutilations sexuelles constituant une arme de guerre dans les affrontements entre rebelles et armée.

Pour ces millions de femmes blessées, la priorité est le retour à la paix. Pour mener ce combat, elles n'hésitent plus à faire entendre leur voix.

L'un de leur porte-parole, le docteur Denis Mukwege. Depuis plus de 10 ans, dans son hôpital de Panzi, au Nord-Kivu, le gynécologue se consacre à la défense des congolaises meurtries par la guerre civile.

Docteur Denis Mukwege, gynécologue congolais et militant

« Les femmes violées passent par des tortures, des traitements inhumains… Je pense qu'après leur prise en charge médicale et psychologique, elles deviennent réellement les actrices de la paix, celles qui peuvent pousser au changement ».

Toutefois, nombre de ces femmes ne sont pas prêtes à s'asseoir à la table des négociations face à ceux qu'elles considèrent comme leurs bourreaux. C'est qu'elles entendent jouer un autre rôle, celui de la lutte contre l'impunité.

Docteur Denis Mukwege, gynécologue congolais et militant

« Je vois tous ces groupes de gens qui commencent des rébellions. Ils tuent, violent et commettent des horreurs. Mais après les négociations, ils sont gratifiés et deviennent ministres ou généraux. On ne doit pas sacrifier la justice sur l'autel de la paix ! C'est ce qu'on a fait en RDC. Mais après avoir sacrifié cette justice, nous n'avons eu ni paix, ni justice ».

Médiatrices ou militantes, le rôle des femmes dans la résolution des conflits dépend surtout de leur représentation politique. En moyenne, sur le continent , elles ne seraient que 12% d'élues sur le plan local.